



Filière : BIL

Session : 2023

Épreuve de : ECONOMIE

T7-00090
148778
option

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Angus Deaton dans Deaths of Despair and the future of capitalism analyse la baisse de l'espérance de vie aux États-Unis comme liée à une perte d'espoir et de perspectives ~~dans~~ ^{de} la classe moyenne américaine notamment provoquée par la très forte montée des inégalités dans le pays. Il souligne les conséquences sociales néfastes des inégalités et le bénéfice qui peut être tiré de leur réduction. Des lors, comment corriger efficacement les inégalités?

Une inégalité est une différence, entre des groupes sociaux au sein d'un pays ou entre des pays au niveau mondial, d'accès à un stock ou à un flux de ressources. Les inégalités peuvent donc désigner des inégalités d'accès à la richesse, inégalités de revenu ou de patrimoine, mais aussi des inégalités territoriales ou d'accès à certains biens et services spécifiques. Les inégalités sont donc multidimensionnelles et ne constituent pas mécaniquement ~~des~~ injustices ou des facteurs d'inefficacité. Cependant, certaines inégalités sont considérées comme nocives, à la fois selon des critères sociaux ou politiques mais aussi économiques. En effet, l'existence d'inégalités correspond à un équilibre sur le marché résultant des dotations initiales des agents qui conduit à une allocation inégale des ressources entre ces

agents, éventuellement renforcée par l'intervention de l'État. Dès lors, la correction des inégalités, qui peut être définie comme une politique de réduction des inégalités jugées nocives, ^{par la redistribution des ressources} passe par une modification de l'équilibre sur le marché ou des dotations initiales. Cette modification d'un équilibre conduit à examiner l'efficacité de cette intervention, l'efficacité désignant en économie la maximisation du ~~surplus collectif~~ de l'utilité collective. Cette efficacité peut être interrogée dans deux cas. En effet, l'équilibre de marché peut ne pas constituer un optimum et l'intervention sur le marché peut dès lors permettre d'établir un optimum de second rang (Lancaster et Lipsey) et être ainsi économiquement efficace. Cependant, cette intervention peut également avoir un effet distortif réduisant l'efficacité mais justifiée par des principes d'équité et de justice et il s'agit alors d'envisager la façon dont la réduction de l'efficacité économique peut, dans ce cas, être minimisée. Dans L'Économie des inégalités, Thomas Piketty distingue ainsi "redistribution efficace" et "redistribution pure", qui ne vise pas un objectif d'efficacité économique. En outre, cet effet sur l'efficacité dépend du type d'intervention envisagée pour réduire les inégalités et qu'on peut réunir en trois groupes: redistribution par la politique fiscale, par l'accès de tous les citoyens à des services publics et par les politiques structurelles, notamment dans le cas des inégalités territoriales.

Ainsi, comment la réduction des inégalités jugées nocives peut-elle être réalisée par l'institution d'un optimum de second rang et

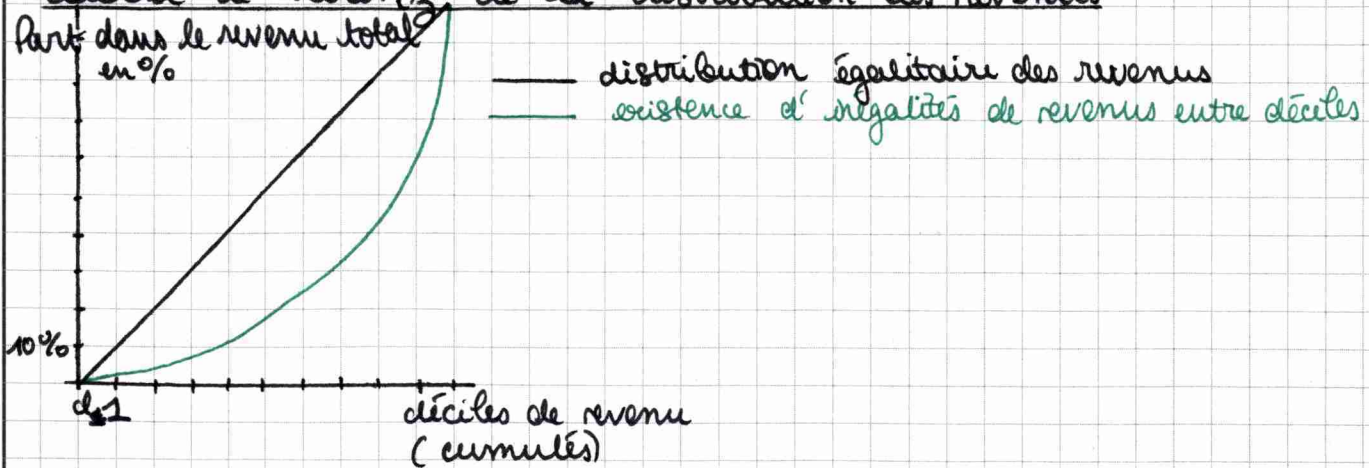
la minimisation des effets distorsifs des politiques de redistribution ?

D'abord, un niveau élevé d'inégalités constitue une situation économiquement inefficace. Dès lors, la correction des inégalités peut permettre d'augmenter l'utilité collective et être économiquement efficace. En outre, la perte d'efficacité induite par la redistribution pure peut être minimisée.

L'existence d'un niveau élevé d'inégalités de richesse est économiquement inefficace.

Les pays occidentaux voient une hausse importante des inégalités de richesse, dont la mesure est le préalable à une politique efficace de réduction des inégalités. Les mesures des inégalités sont en effet multiples, la courbe de Lorenz qui modélise la distribution de la richesse entre les niveaux de richesse peut par exemple être utilisée pour constituer un coefficient de GINI.

Courbe de Lorenz de la distribution des revenus



Dans Capital et Idéologie (2019), Piketty aborde ainsi la question de l'importance des outils de mesure des inégalités souvent fournis par les déclarations de patrimoine ou de revenus auxquels donne lieu l'impôt. Il utilise ces outils pour mesurer l'évolution de long terme des inégalités de revenu et de patrimoine

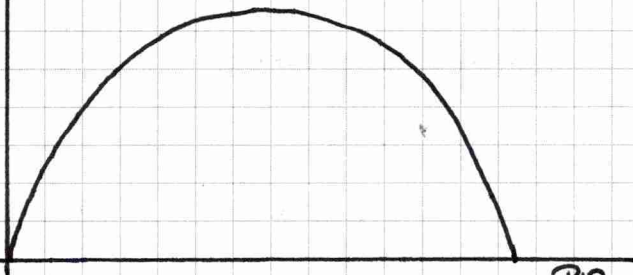
et met en évidence une forte augmentation des inégalités dans la détention de patrimoine dans les pays occidentaux depuis les années 80 ainsi qu'une augmentation des inégalités de revenu après une forte réduction de ces inégalités, en particulier des inégalités de patrimoine, depuis le début du XX^e siècle. Les sociétés occidentales sont donc confrontées à une montée des inégalités dont la mesure est la première étape d'une politique de correction de ces inégalités.

Or, ce niveau élevé d'inégalités est économiquement inefficace au niveau macroéconomique. Dans The cost of inequality (2012), Stiglitz analyse ainsi la crise des ~~us~~ met ainsi en évidence une explosion des inégalités aux États-Unis qui pose à la fois un problème social et un problème économique car il conduit à une mauvaise allocation de l'épargne et du crédit qui risse vers le haut avec un endettement croissant des ménages modestes et de l'État. Il analyse ainsi la crise de 2008 comme liée à une hausse des inégalités ayant entraîné une insuffisance de la consommation. Un niveau élevé d'inégalité est également inefficace dans les pays émergents. En 2015, le Fonds Monétaire International publie ainsi une note qui lie développement économique et inégalités avec l'exemple du Mexique où la réduction des inégalités a encouragé la croissance économique.

L'existence d'un niveau élevé d'inégalités constitue donc un problème économique or sa réduction passe par une intervention de l'État. En effet, la réduction des inégalités a pu apparaître comme une conséquence de long terme du développement économique ainsi que modélisé par la courbe de Kuznets.

Emplacement QR Code	Filière : <u>BIL</u>	Session : <u>2023</u>
	Épreuve de : <u>ECONOMIE</u>	
Consignes		
<ul style="list-style-type: none">• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)• Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		

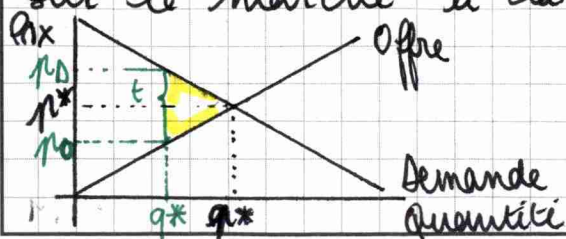
Courbe de Kuznets
Coefficient de Gini



Pendant, pour Piketty, cette relation n'est pas mécanique et correspond avant tout à une situation historique de réduction des inégalités tout au long du XX^{ème} siècle par des phénomènes exogènes tels que les deux guerres mondiales, l'inflation ayant conduit à une anesthésie des rentiers (John Maynard) et l'instauration de taux marginaux d'imposition sur le revenu et sur le patrimoine très élevés. La réduction du niveau important d'inégalités actuel passe donc par une intervention de l'État dans un objectif de redistribution.

Ainsi, les sociétés occidentales sont confrontées à un niveau élevé d'inégalités dont la correction nécessite une intervention de l'État. Cette intervention peut ~~de~~ ^{être} être une redistribution efficace qui augmente l'utilité collective.

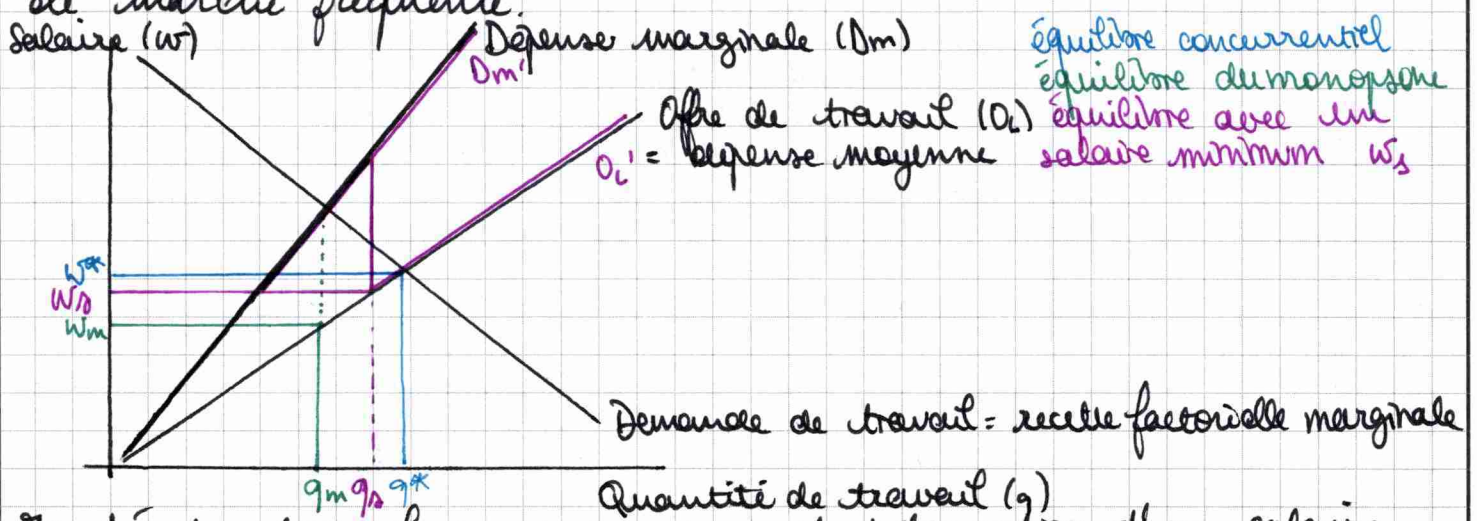
D'abord, il s'agit d'examiner les obstacles à une intervention redistributive efficace de l'État sur le marché. Selon la théorie de l'économie du bien être, en situation de concurrence pure et parfaite, tout équilibre ^{général} sur le marché constitue en effet un optimum de Pareto, qui ~~maximise l'utilité~~ c'est-à-dire que l'utilité d'un agent ne peut être augmentée sans diminuer celle d'un autre agent. Selon cette théorie, tout optimum peut également être atteint par une modification des dotations initiales des agents. Dès lors, l'intervention efficace de l'État est limitée au contrôle des dotations initiales en amont du marché. La modification de l'équilibre par une intervention sur le marché ou sur l'allocation des ressources par le marché par des normes et préceptes obligatoires autres que des impôts forfaitaires produit en effet une modification des prix relatifs ayant un effet distortif qui fausse le signal prix. Gary Becker affirme par exemple par la théorie du capital humain que la possibilité d'accéder au marché du crédit fait de l'allocation de l'accès à l'éducation un optimum tandis qu'un service public d'éducation supérieure aurait un effet de dissuasion à l'acquisition de capital humain. Le triangle d'Haberger décrivant la perte sèche induite par une taxe illustre également les effets distortifs de l'intervention de l'État sur le marché et la perte de surplus associée.



(p^*, q^*) : équilibre initial
 (q^*, p_0) : prix pour la demande; q_0 : prix pour l'offre)
 : équilibre avec taxe unitaire t
 : perte sèche de surplus

L'intervention de l'État sur le marché et son allocation peut donc induire une perte d'efficacité.

Cependant, l'existence de défaillances de marché peut justifier une intervention redistributive efficace permettant d'établir un optimum de second rang sous les contraintes du marché. Ainsi, la présence d'un pouvoir de marché peut justifier cette intervention par exemple dans le cas d'un marché du travail en monopsonne, qui est pour Manning (2003) une arête structure de marché fréquente.



Marché du travail en monopsonne et instauration d'un salaire minimum

Ainsi, sur un marché du travail en monopsonne, l'instauration d'un salaire minimum est efficace économiquement. Or l'instauration d'un salaire minimum permet de réduire les inégalités en agissant sur la répartition de la valeur ajoutée en faveur du travail, ce qui réduit les inégalités entre détenteurs de capital et non détenteurs, ou en agissant sur la répartition du revenu du travail au sein de la structure des revenus en faveur des revenus les plus faibles. Dans une étude de 1992 sur les effets de l'instauration d'un salaire minimum dans les fast food du New Jersey, Card et Krueger mettent ainsi en évidence un effet positif sur l'emploi.

La présence d'asymétries d'information peut également justifier une réduction efficace des inégalités. Des effets de sélection adverse (Akerloff, "The market for lemons") et d'aléa moral touchent ainsi le marché de l'assurance et justifient une assurance santé et une assurance chômage publiques, comme le montre Arrow (1963) dans le cas de l'assurance-santé.

L'imperfection du marché du crédit, qui conduit à un rationnement du crédit en raison des asymétries d'information, peut également justifier un service public de l'éducation ou des programmes d'aide au développement pour pallier ces inégalités dans l'accès au crédit. Or ces mesures constituent également des outils de lutte contre les inégalités. L'accès à la santé constitue ainsi un transfert en nature qui peut bénéficier à tous, malgré un recours différencié selon le niveau de revenu, de même que l'accès à l'éducation qui facilite en outre des mécanismes de mobilité sociale qui réduisent les inégalités. Ainsi, les défaillances du marché conduisent à des politiques redistributives efficaces.

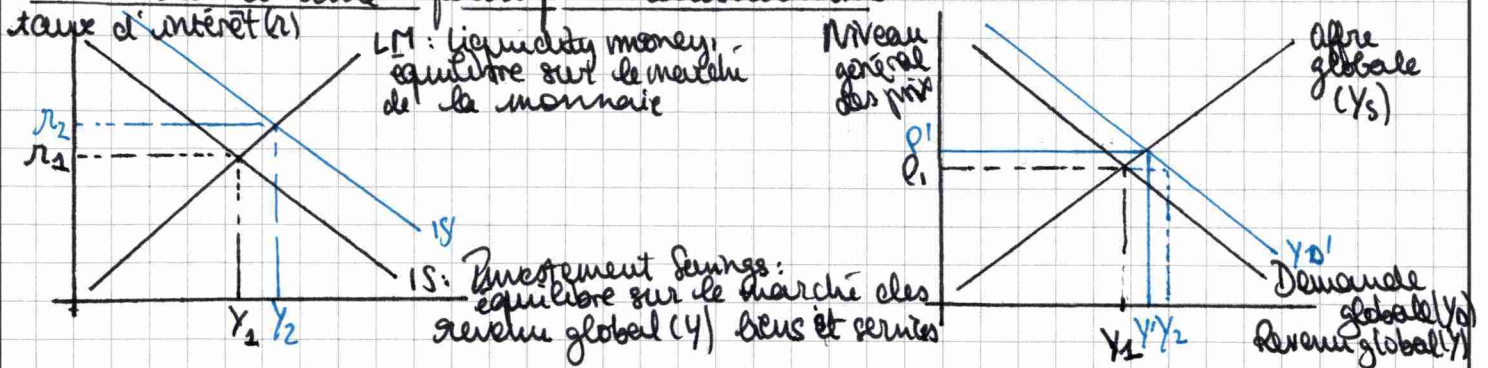
En outre, ces politiques peuvent être efficaces au niveau macroéconomique au-delà des défaillances du marché. En effet, ces politiques impliquent souvent une hausse des dépenses publiques qui a un effet stimulant sur l'économie. Keynes dans la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie montre ainsi l'existence d'un multiplicateur budgétaire qui fait qu'une hausse des dépenses (G) entraîne une hausse du revenu (Y): $\Delta Y = \frac{\Delta G}{1-c}$ avec c la propension marginale à consommer.

En outre, les politiques de redistribution ayant pour objectif

Copie anonyme - n°anonymat : 148778

Emplacement QR Code	Filière : BIL	Session : 2023
	Épreuve de : ECONOMIE	
Consignes <ul style="list-style-type: none">• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)• Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		
<p>la lutte contre les inégalités impliquent des transferts envers les plus bas revenus, dans le cas d'une redistribution verticale entre catégories de revenu, qui ont en moyenne une propension marginale à consommer plus élevée, c'est-à-dire une consommation plus élastique au revenu ce qui peut amplifier le multiplicateur budgétaire en réduisant $1-c$. En outre, la protection sociale et la politique fiscale ont une dimension contracyclique, hausse des dépenses et baisse de recettes en cas de conjoncture dépressive et hausse des prélèvements avec baisses des dépenses en cas de forte croissance. Dans "Assurance-chômage contre cyclique: pourquoi?" Ignas Benassy-Quéré met en évidence cet effet pour interroger la pertinence d'une réforme de l'assurance chômage en 2023 qui affaiblit cette dimension. Au delà d'une dimension strictement monétaire, Anantya Sen montre que la réduction des inégalités hommes-femmes ou des inégalités dans l'accès à l'éducation ^{peut} augmenter les "capabilités", possibilité pour un agent de mobiliser ses ressources, et être ainsi efficace économiquement. Ainsi la réduction des discriminations qui constituent des équilibres sous-optimaux peut être efficace économiquement.</p>		
		9/14

Effet sur le revenu global d'une hausse des dépenses publiques dans le cadre d'une politique redistributive



Effet sur l'équilibre IS-LM

- 1: équilibre initial
- 2: politique budgétaire expansionne.

Effet sur offre globale - demande globale

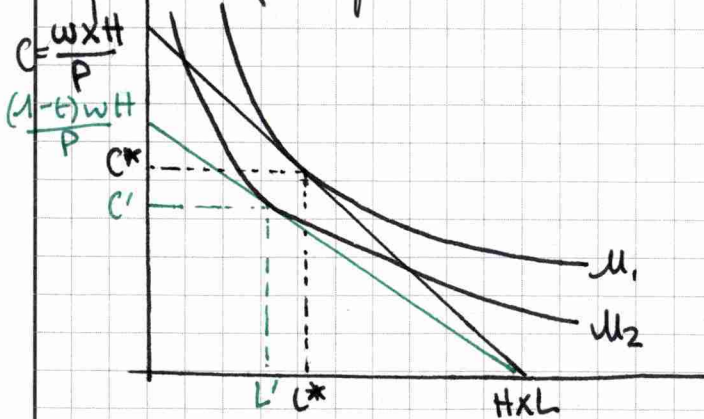
ainsi, la correction des inégalités peut être réalisée dans le cadre d'une politique redistributive efficace. Cependant, la correction des inégalités peut être un objectif justifiant d'aller au-delà d'une politique de redistribution efficace avec une redistribution pure. Il s'agit dès lors d'examiner la façon dont les effets sur l'efficacité de cette redistribution peuvent être minimisés.

En effet, la correction des inégalités peut être motivée au-delà d'un objectif d'efficacité économique et entraîner une réduction de l'efficacité économique. Dans Principes de justice, John Rawls définit ainsi le principe du maximum qui peut justifier une redistribution améliorant le sort des plus mal lotis sans augmenter l'utilité globale. Stoper et Samuelson définissent par exemple le "principe de rétribution" destiné à compenser les détenteurs de capital rare dans le cadre de l'ouverture internationale

d'une économie dans le modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson. Ce principe justifie une redistribution par exemple aux travailleurs les moins qualifiés de secteurs exposés à la concurrence internationale dans les pays où la main d'œuvre qualifiée est abondante. Pour Atkinson (1977), cette redistribution se fait de manière privilégiée par la fiscalité directe. Piketty défend ainsi l'usage de la fiscalité directe en dehors du marché pour effectuer une redistribution pure afin de minimiser ses effets distortifs. Cependant, une imposition sur les revenus du travail ou les revenus du capital par exemple l'impôt sur le revenu ou la Contribution Sociale généralisée - instaurée en 1991 et qui concerne tous les revenus, peut tout de même avoir des effets distortifs. Une hausse de l'impôt sur le revenu peut ainsi modifier l'arbitrage ^{travail loisir} _{consommation} des agents en fonction de l'élasticité prix de l'offre de travail

Effet d'une hausse de la fiscalité sur les revenus du travail sur l'arbitrage consommation loisir

Consommation en offre d'un bien représentatif de prix P (C)



H: temps disponible
w: salaire
x: Equilibre initial avec impôt sur le revenu du travail (t)

Le recours à l'impôt sur les sociétés peut également réduire l'investissement en réduisant la rentabilité des entreprises et par incidence le rendement des fonds propres:

Rendement du capital: $\rho = \pi \times \frac{qK}{Y}$ avec $\pi =$ rentabilité économique

Rendement des fonds propres = $\rho + \frac{D}{E}(\rho - r)$

q = prix relatif des biens d'investissement
K = stock de capital

avec: D = stock de dette, E = fonds propres et r = taux d'intérêt

Ainsi, en réduisant le rendement des fonds propres, la fiscalité sur le capital peut réduire l'incitation à investir et être ainsi porteuse d'inefficacité même si elle permet une redistribution des revenus et peut donc permettre de réduire les inégalités. Dans une note de décembre 2020 sur la politique industrielle, France Stratégie fait ainsi de la fiscalité pesant particulièrement sur l'industrie le facteur principal du manque de compétitivité de l'industrie française, devant le coût salarial unitaire direct.

Des lors, engager une redistribution pure suppose de minimiser ces distorsions et ces pertes d'efficacité. Tirées dans A contribution to the theory of taxation définit ainsi une fonction de bien-être social pondérant les utilités individuelles à maximiser dans un arbitrage entre effets distorsifs de l'intervention de l'État et bénéfices induits. Cet arbitrage peut être appliqué aux politiques redistributives de l'emploi qui réduisent les inégalités par des revenus de transfert envers les chômeurs ou les inactifs par une action sur le taux marginal effectif.

Les revenus de transferts peuvent en effet conduire à un taux marginal effectif très important pour les agents qui peuvent perdre ces revenus de transfert en cas de retour à l'emploi. Les politiques de prime d'activité en France ou de crédit d'impôt négatif peuvent permettre de réduire ces distorsions.

Bissa et Liebmann notent ainsi un effet positif pour l'emploi de l'Earned Tax Income Credit (ETIC) aux États-Unis et le Self-Sufficiency Project mené au Canada a également permis de conclure à un effet positif des primes d'activité. Le principe du double dividende, par exemple la taxe Tobin, constitue une autre modalité d'une minimisation des distorsions

Copie anonyme - n°anonymat : 148778

Emplacement
QR Code

Filière : *BL*

Session : 2023

Épreuve de : **ECONOMIE**

Consignes

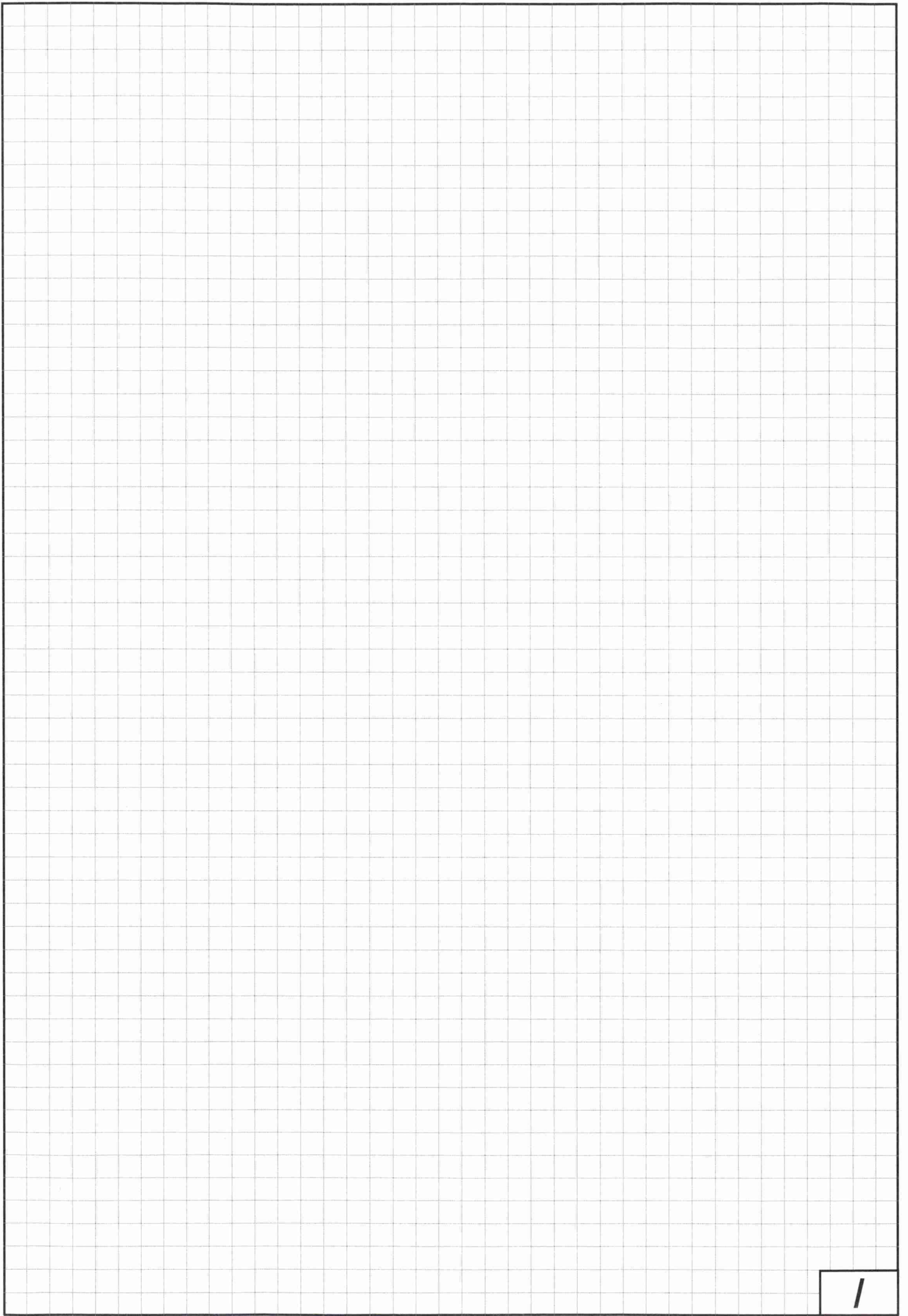
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

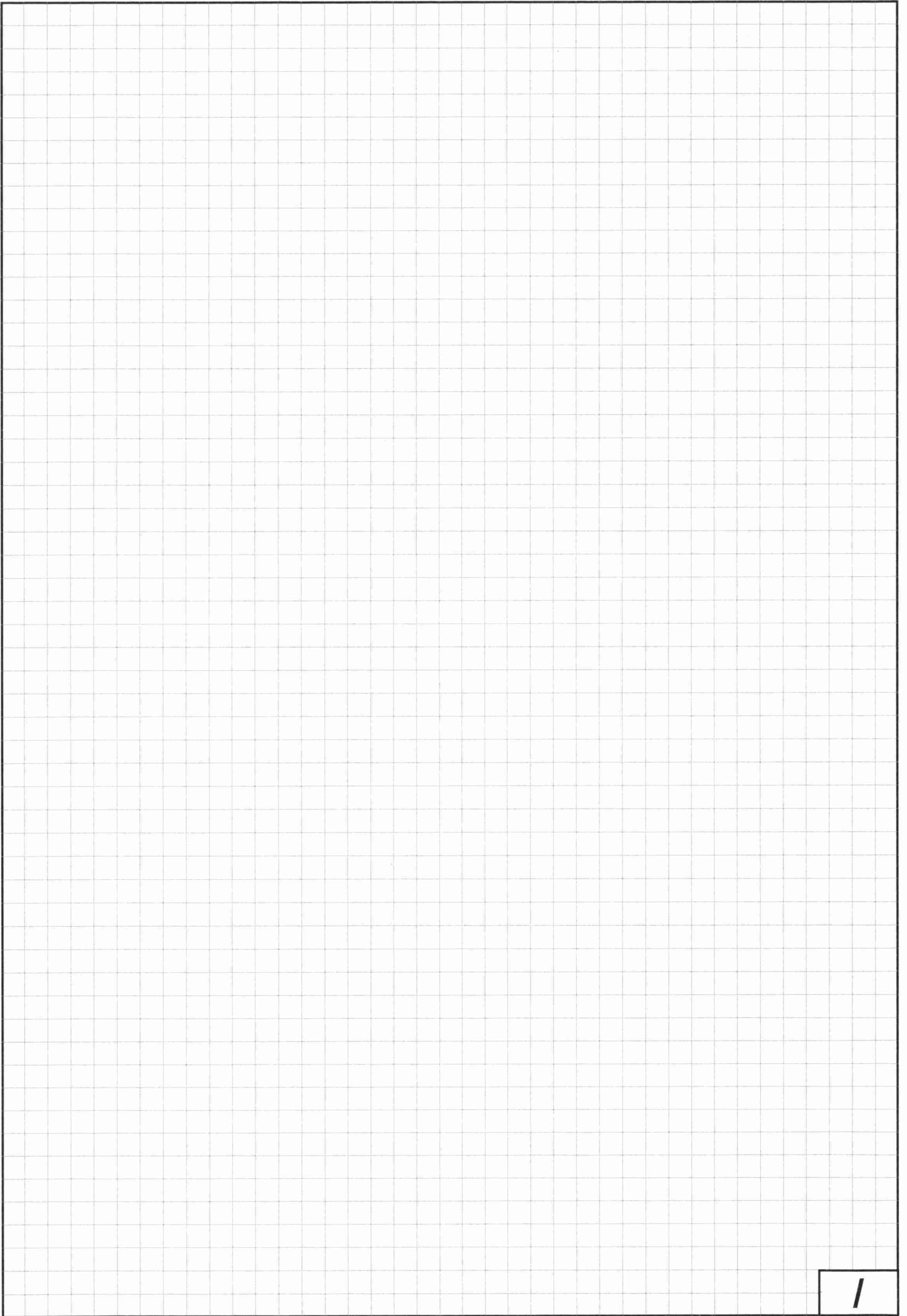
liées à la réduction des inégalités en combinant modification initiale des prix relatifs et redistribution réduisant les inégalités. En outre, les dépenses fiscales peuvent contribuer à réduire les inégalités en favorisant l'emploi des personnes peu qualifiées, par exemple par des crédits d'impôts exonérateurs de cotisations sur les plus faibles salaires, mises en place par exemple par le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi), ou en favorisant l'investissement et l'emploi sur certains territoires dans un objectif de réduction des inégalités territoriales, par exemple en France avec des zones franches.

Enfin, l'efficacité de la réduction des inégalités par la redistribution implique de prendre en compte l'incidence de ces politiques et leurs effets finaux sur la structure des revenus ou de la détention de patrimoine. Les aides pour le logement (APL) versées aux locataires bénéficient par exemple majoritairement aux propriétaires ce qui réduit l'efficacité de ce transfert. Cette incidence dépend des caractéristiques de l'offre et de la demande. De la même façon, les services publics peuvent être examinés dans leurs effets redistributifs effectifs. Les dépenses pour le service public de l'éducation supérieure sont

coût très supérieures par élève en classes préparatoires par rapport aux dépenses par élève à la faculté alors que les élèves des classes préparatoires viennent de familles plus favorisées ce qui réduit l'effet des dépenses d'éducation sur ~~la~~ la réduction des inégalités donc leur efficacité, comprise comme capacité à atteindre un objectif.

En conclusion, la modification de l'équilibre de marché qui implique la correction des inégalités pose la question de son efficacité. Cependant, la réduction des inégalités est apparue comme économiquement nécessaire et pouvant donner lieu à une redistribution efficace. En outre, la lutte contre les inégalités au-delà de l'efficacité économique réduit l'efficacité dans une mesure qui peut être minimisée par la réduction de ses effets distorsifs.





/